

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE

SUR

L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION

RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

ACCORD

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE

SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie, ci-après dénommés « les Parties contractantes »,

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux États et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Turquie et turcs en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Définitions

Aux fins du présent Accord:

1. Le terme « investissement » désigne tout type d'avoirs investis par un investisseur d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément à la législation de cette dernière et, plus particulièrement mais non exclusivement :
 - a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, droits de rétention, usufruits, gages et tous droits analogues ;
 - b) les actions, primes d'émission et autres formes directes ou indirectes de participations à des sociétés ;
 - c) les revenus réinvestis, créances monétaires ou autres droits ayant valeur financière afférents à un investissement, en particulier les créances découlant de prêts relatifs à la participation aux sociétés mentionnées à l'alinéa précédent ;
 - d) les droits de propriété intellectuelle et industrielle (tels que les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industriels), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ;
 - e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, sur le territoire de chacune des Parties contractantes tel qu'il est défini ci-après.

Une modification de la forme d'investissement des avoirs, quelle qu'elle soit, n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme « investisseur » désigne :
 - a) les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes ;
 - b) les sociétés constituées sur le territoire d'une Partie contractante conformément à la législation de celle-ci et dont le siège social ou l'activité économique effective est situé sur le territoire de cette Partie contractante.
3. Une société dont le siège social est situé dans un pays tiers et qui est contrôlée directement ou indirectement par des investisseurs d'une Partie contractante bénéficie de la protection découlant du présent Accord, sauf s'il existe entre ce pays tiers et la Partie contractante où l'investissement est réalisé un accord de protection et d'encouragement des investissements en vigueur qui accorde aux investissements un traitement plus favorable que celui qui leur est accordé par le présent Accord.
4. Le terme « revenus » désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, redevances et intérêts ou dividendes, durant une période donnée.
5. Le terme « territoire » désigne, pour chacune des Parties contractantes, son territoire, ses eaux territoriales ainsi que les zones maritimes sur lesquelles elle a une juridiction ou des droits souverains aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation de ressources naturelles, conformément au droit international.

ARTICLE 2

Champ d'application

Le présent Accord s'applique tant aux investissements existants à sa date d'entrée en vigueur qu'aux investissements réalisés après son entrée en vigueur.

ARTICLE 3

Promotion, protection et traitement des investissements

1. Chacune des Parties contractantes encourage sur son territoire les investissements réalisés par les investisseurs de l'autre Partie contractante, y établit des conditions favorables à ces investissements et, sous réserve de son droit d'exercer les pouvoirs conférés par sa législation, admet ces investissements sur une base non moins favorable que celle accordée dans des situations analogues aux investissements réalisés par les investisseurs de tout État tiers.
2. Chaque Partie contractante accorde aux investissements, y compris les revenus, réalisés sur son territoire par les investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement juste et équitable, conforme aux principes du droit international, et non moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements réalisés par ses propres investisseurs ou par les investisseurs de tout État tiers, si celui-ci est plus avantageux.
3. Chaque Partie contractante assure sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante, à l'égard de leurs investissements et de leurs activités liées à ces investissements, le traitement accordé à ses propres investisseurs ou le traitement accordé à celui de tout État tiers, si celui-ci est plus avantageux. Ce principe s'applique également aux ressortissants d'une Partie contractante autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie contractante dans le cadre de leurs activités professionnelles relatives à un investissement.

4. Ce traitement ne s'étend pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un État tiers en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre-échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.
5. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.
6. Les dispositions du présent Accord ne sauraient être interprétées comme empêchant l'une des Parties contractantes de prendre des mesures réglementant les investissements des sociétés étrangères et les conditions de l'activité de ces sociétés en matière de produits culturels, essentiellement dans le domaine des produits audiovisuels.
7. Les Parties contractantes examineront favorablement, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail et de circulation introduites par les ressortissants d'une Partie contractante au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 4

Expropriation et indemnisation

1. Les investissements réalisés par les investisseurs d'une Partie contractante bénéficient sur le territoire de l'autre Partie contractante d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.
2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les investisseurs de l'autre Partie contractante de leurs investissements sur son territoire, si ce n'est pour cause d'utilité publique, conformément aux procédures légales et à condition que ces mesures ne soient pas discriminatoires.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant doit être calculé sur la base de la valeur réelle des investissements considérés et évalués par rapport à la situation économique normale qui prévalait immédiatement avant que ces mesures n'aient été rendues publiques.

Ladite indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. L'indemnité doit être effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt approprié.

3. Les investisseurs d'une Partie contractante dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, insurrection, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée..

ARTICLE 5

Rapatriment et transfert

1. Chaque Partie contractante fait en sorte que tous les transferts relatifs à un investissement soient effectués librement et sans retard, tant à destination qu'en provenance de son territoire. Lesdits transferts portent sur :
 - a) les revenus ;

- b) les versements du capital et des intérêts découlant des emprunts régulièrement contractés afférents à un investissement ;
 - c) le produit de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
 - d) l'indemnité prévue à l'article 4 ci-dessus ;
 - e) les versements qui découlent d'un différend portant sur un investissement ;
 - f) la rémunération des ressortissants de l'une des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie contractante au titre d'un investissement agréé.
2. Les transferts seront effectués en devises librement convertibles, au taux de change du marché applicable à la date du transfert.
3. En cas de difficultés de balance des paiements, de difficultés financières extérieures ou de menace desdites, chaque Partie contractante peut, à titre temporaire, soumettre des transferts à des restrictions, à condition que celles-ci :
- a) soient promptement notifiées à l'autre Partie contractante ;
 - b) soient conformes aux Statuts du Fonds monétaire international ;
 - c) n'excèdent pas six mois en tout état de cause ;
 - d) soient imposées équitablement, sans discrimination et de bonne foi.

ARTICLE 6

Subrogation

Si un assureur d'une Partie contractante, à la suite d'une garantie couvrant les risques non-commerciaux accordée pour un investissement réalisé par des investisseurs d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante, effectue des versements à ces investisseurs, cet assureur est, de ce fait, subrogé dans les droits et actions dudit investisseur.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie de recourir au CIRDI pour la part de l'investissement non couverte par l'assurance.

Les différends entre une Partie contractante et un assureur sont réglés conformément au dispositif de l'article 8 du présent Accord.

ARTICLE 7

Dispositions plus favorables

Le présent Accord ne porte pas atteinte:

- a) aux lois et règlements, pratiques ou procédures administratives, ou décisions administratives ou de justice de l'une des Parties contractantes,
- b) aux obligations de droit international,
- c) aux obligations assumées par l'une des Parties contractantes, y compris celles qui découlent d'un accord sur les investissements ou d'une autorisation d'investissement,

qui accordent à des investissements ou à des activités connexes un traitement plus favorable que celui qui est accordé par le présent Accord dans des situations analogues.

ARTICLE 8

Règlement des différends entre une Partie contractante et des investisseurs de l'autre Partie contractante

1. Tout différend entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante relatif à un investissement réalisé par ce dernier sur le territoire de la première Partie contractante dans le cadre de cet accord est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.
2. Si ce différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une des parties au différend, il est soumis, à la demande de l'investisseur, soit aux tribunaux de la Partie contractante considérée soit à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États ouverte à la signature à Washington le 18 mars 1965. Lorsque l'investisseur a soumis ou accepté de soumettre le différend soit aux tribunaux soit à l'arbitrage, le choix de la procédure est définitif.

ARTICLE 9

Règlement des différends entre les Parties contractantes

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doivent être réglés par voie de négociations directes et substantielles.
2. Si le différend n'a pu être réglé dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, il peut être soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.
3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas de la façon suivante :

Chaque Partie contractante désigne un arbitre et les deux arbitres désignent d'un commun accord un troisième arbitre qui doit être ressortissant d'un État tiers et qui est nommé président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les arbitres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage.

4. Si les délais fixes au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre des Parties contractantes, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien procède aux désignations nécessaires.
5. Le tribunal prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes. A moins que le tribunal n'en dispose autrement compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure, y compris les vacations des arbitres sont répartis également entre les deux Parties contractantes.

- 6. Cette procédure ne s'applique pas aux questions relatives au statut territorial de l'une ou l'autre des Parties contractantes.
- 7. Un différend ne peut être soumis à un tribunal arbitral international en vertu des dispositions du présent article si le même différend a été soumis à un autre tribunal arbitral international en vertu des dispositions de l'article 8. Les présentes dispositions ne sauraient empêcher l'engagement de négociations directes et substantielles entre les deux Parties contractantes.

ARTICLE 10

Entrée en vigueur

Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord, lequel prendra effet un mois après la date de réception de la dernière notification.

L'Accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il demeurera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

En cas de résiliation du présent Accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de quinze ans.

Fait à *Ankara*, le *15 juin 2006* en double exemplaire en langues française et turque, les deux textes faisant également foi.



**Pour le Gouvernement
de la République française**



**Pour le Gouvernement
de la République de Turquie**

Christine LAGARDE
*Ministre déléguée au
Commerce extérieur*

Kürsat TÜZMEN
Ministre du Commerce extérieur

PROTOCOLE

Lors de la signature de l'accord ce même jour ente le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, les Parties contractantes sont également convenues des dispositions suivantes qui font partie intégrante de l'accord :

En ce qui concerne l'article 5 :

Les dispositions des alinéas précédents du présent article, ne s'opposent pas à l'exercice de bonne foi, par une Partie contractante, de ses obligations internationales ainsi que de ses droits et obligations au titre de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun, une union économique et monétaire ou toute autre forme de coopération ou d'intégration régionale.

En ce qui concerne l'article 8 :

Conformément à la déclaration soumise par la République turque au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) le 3 mars 1989, relativement à l'article 25(4) de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États :

a) les différends découlant des activités d'investissement direct, qui ont effectivement commencé, et qui ont reçu, si besoin est, la permission nécessaire, conformément à la législation de la République de Turquie sur les capitaux étrangers, seront soumis à la compétence du Centre (CIRDI).

b) les différends relatifs aux droits de propriété et aux droits réels sur les biens immobiliers sont entièrement de la compétence des tribunaux turcs et ne seront pas soumis, pour cette raison, au Centre (CIRDI), ou à un autre mécanisme international de règlement des différends.


Pour le Gouvernement
de la République française


Pour le Gouvernement
de la République de Turquie

FRANSA CUMHURİYETİ HÜKÜMETİ
İLE
TÜRKİYE CUMHURİYETİ HÜKÜMETİ
ARASINDA
YATIRIMLARIN KARŞILIKLI TEŞVİKİ VE KORUNMASI ANLAŞMASI

Bundan sonra "Akit Taraflar" olarak anılacak olan Fransa Cumhuriyeti Hükümeti ve Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti,

İki devlet arasındaki ekonomik işbirliğini güçlendirmek ve Fransa'daki Türk yatırımları ve Türkiye'deki Fransız yatırımları için uygun koşullar yaratmak arzusu ile,

Bu yatırımların teşviki ve korunmasının, ekonomik kalkınmalarının yararına olarak, iki ülke arasındaki sermaye ve teknoloji transferinin teşvikinde başarılı olacağını kabul ederek,

Aşağıdaki şekilde anlaşmaya varmışlardır:

MADDE I

Tanımlar

İş bu Anlaşmada:

1-"Yatırım" terimi, bir Akit tarafın yatırımcısı tarafından diğer Akit Taraf ülkesinde, bu Akit Tarafın mevzuatına uygun olarak yatırılan her türlü varlığı ve bunlarla kısıtlı olmamak koşuluyla, özellikle, aşağıdakileri kapsar:

a)taşınır ve taşınmaz mallar, aynı zamanda ipotek, ihtiyati haciz, intifa hakkı, rehin ve benzeri haklar gibi diğer aynı haklar;

b)hisse senetleri, pay senetleri ve şirketlere iştirakin diğer doğrudan veya dolaylı şekilleri;

c)yeniden yatırımda kullanılan gelirler, para alacakları ve bir yatırımla ilgili finansal değeri olan diğer haklar, özellikle, yukarıdaki paragrafta belirtilen şirketlere iştirakle ilişkili borçlardan kaynaklanan alacaklar;

d) fikri ve sınai mülkiyet hakları (patentler, lisanslar, ticari markalar, sınai modeller ve maketler gibi) teknik işlemler, ticari isimler ve peştemaliye;

e) aşağıda tanımlandığı gibi, her bir Akit Tarafın Ülkesinde doğal kaynakların aranması, geliştirilmesi, çıkarılması veya işletilmesi imtiyazlarını da içerecek şekilde, kanun veya sözleşme ile tanınan iş imtiyazları;

Varlıkların yatırım biçiminde herhangi bir değişiklik, ülkesinde yatırım yapılan Akit Tarafın mevzuatına aykırı olmadığı sürece, bunların yatırım olma niteliğini etkilemeyecektir.

2- "Yatırımcı" terimi:

a)bir Akit Tarafın vatandaşlığını haiz olan gerçek kişiler,

b)bir Akit Tarafın ülkesinde bu Akit Tarafın mevzuatına uygun olarak kurulmuş bulunan ve yönetim merkezi veya etkin iktisadi faaliyetleri o Akit Tarafın ülkesinde bulunan şirketleri ifade eder.

3- Merkezi üçüncü bir ülkede bulunan ve bir Akit Taraf yatırımcıları tarafından doğrudan veya dolaylı olarak yönetilen bir şirket; bu üçüncü ülke ile ülkesinde yatırım yapılan Akit Taraf arasında yatırımların korunması ve teşvikine yönelik yürürlükte bir anlaşma olmadığı sürece, söz konusu anlaşmanın yatırımlara bu Anlaşma ile olduğundan daha elverişli bir muamele tanıdığı düzeye kadar, bu Anlaşma ile sağlanan korumadan yararlanacaktır.

4- "Gelirler" terimi, belirli bir dönem boyunca yatırım sonucu ortaya çıkan karlar, royaltier ve faiz ve temettüler gibi tüm meblağları ifade eder.

5- "Ülke" terimi, her iki Akit Taraf açısından, ülkesini, karasularını, aynı zamanda uluslararası hukuka uygun olarak üzerinde doğal kaynakların keşfedilmesi, işletilmesi ve korunması amaçları için üzerinde yargılama veya egemenlik haklarına sahip olduğu deniz alanlarını ifade eder.

MADDE 2

Uygulama Alanı

Bu Anlaşma, yürürlüğe girdiği tarihte mevcut bulunan yatırımlar yanında, yürürlüğe girmesinden sonra gerçekleştirilmiş yatırımlara da uygulanacaktır.

MADDE 3

Yatırımların Teşviki, Korunması ve Uygulanacak Muamele

1-Her bir Akit Taraf, kendi ülkesinde, diğer Akit Taraf yatırımcılarının yatırımlarını teşvik edecek, bunlar için uygun koşullar yaratacak ve bu tür yatırımları, mevzuatın tanıdığı yetkileri kullanma hakkı saklı kalmak üzere, herhangi bir üçüncü devletin yatırımcılarına sağlanan benzeri durumlarda sağlanan koşullardan daha az elverişli olmayacak biçimde kabul edecektir.

2- Her bir Akit Taraf, gelirler de dahil olmak üzere, diğer Akit Taraf yatırımcıları tarafından kendi ülkesinde yapılan yatırımlara, uluslararası hukuk ilkelerine uygun olarak adil ve eşit muamelede bulunacak ve hangisi daha elverişli ise, kendi yatırımcılarının veya herhangi bir üçüncü ülke yatırımcılarının yatırımlarına uyguladığından daha az elverişli olmayan bir muamele tanıyacaktır.

3- Her bir Akit Taraf kendi ülkesi dahilinde, diğer Akit Taraf yatırımcısına, yatırımları ve yatırımlarla ilgili faaliyetlerine ilişkin olarak, hangisi daha elverişli ise, kendi yatırımcılarına ya da herhangi bir üçüncü ülke yatırımcılarına gösterilen muameleyi tanıyacaktır. Bu kural, bir yatırıma ilişkin profesyonel faaliyetler çerçevesinde, diğer Akit Taraf ülkesinde çalışmaya izinli bir Akit Tarafın vatandaşlarına da uygulanacaktır.

4- Bu muamele, bir Akit Taraf tarafından üçüncü bir ülke yatırımcısına bir serbest ticaret bölgesine, gümrük birliğine, ortak pazara ya da diğer herhangi bir biçimdeki bölgesel iktisadi organizasyonlara iştiraki ya da onlarla ilişkisi nedeniyle tanınan imtiyazları içermeyecektir.

5- Bu madde hükümleri, vergi konularına uygulanmayacaktır.

6-Bu sözleşmenin hükümleri, Akit Tarafları, yabancı şirketlerin yatırımlarını ve bu şirketlerin görsel-işitsel ürünler başta olmak üzere, kültürel ürünlere ilişkin faaliyet koşullarını düzenleyici her türlü önlemi almasını engelleyecek şekilde yorumlanamaz.

7-Kendi iç mevzuatları çerçevesinde Akit Taraflar, bir Akit Taraf vatandaşlarının diğer Akit Taraf ülkesinde bulunan yatırımla ilgili giriş ve ikamet izni, çalışma ve seyahat izin taleplerini lehe olacak şekilde inceleyecektir.

MADDE 4

Kamulaştırma ve Tazminat

1- Bir Akit Taraf yatırımcıları tarafından gerçekleştirilen yatırımlar, diğer Akit Tarafın ülkesinde tam ve eksiksiz korumadan ve güvenlikten yararlanacaktır.

2- Hiçbir Akit Taraf, kamu yararına, hukuki sürece uygun olarak ve bu tedbirlerin ayrımcı olmaması durumu hariç, diğer Akit Taraf yatırımcılarının kendi ülkesinde bulunan yatırımları için, doğrudan veya dolaylı olarak, kamulaştırma veya devletleştirme veya el koyma etkisi doğuracak diğer herhangi bir önlem almayacaktır.

Alınması muhtemel el koymaya yönelik tüm tedbirler, miktarı, ilgili yatırımların gerçek değeri esas alınarak hesaplanacak ve bu önlemler kamu bilgisine sunulmadan hemen önce geçerli bulunan normal iktisadi duruma uygun olarak belirlenecek hızlı ve yeterli tazminata neden teşkil edecektir.

Bahsi geçen tazminatlar, miktarlar ve ödeme koşulları, el koyma tarihinden daha geç olmayacak şekilde belirlenecektir. Bu tazminat etkin olarak gerçekleştirilebilir olmalı, gecikme olmaksızın ödenmeli ve serbestçe transfer edilebilir olmalıdır. Ödeme tarihine kadar tazminat, uygun bir faiz oranı üzerinden hesaplanacak faiz getirisi sağlayacaktır.

3-Yatırımları, diğer Akit Tarafın ülkesinde meydana gelen savaş veya diğer silahlı çatışma, iç karışıklık, olağanüstü hal veya ayaklanma nedeniyle zarar gören bir Akit Taraf yatırımcıları, diğer Akit Tarafça kendi yatırımcılarına veya en çok kayırılan ülke yatırımcılarına uygulanandan daha az elverişli olmayacak muameleden faydalanacaktır.

MADDE 5

Ülkesine İade ve Transfer

1-Her bir Akit Taraf, bir yatırım ile ilgili bütün transferlerin, kendi ülkesinden yurtdışına veya yurtdışından kendi ülkesine, serbestçe ve gecikme olmaksızın yapılmasına izin verecektir. Bu gibi transferler aşağıdakileri içerir:

a)gelirler;

b)bir yatırım ile ilgili yasal olarak bağitlanmiş bulunan borçlardan doğan anapara ve faiz ödemeleri;

c)yatırılan sermaye üzerinden sermaye kazançları da dahil olmak üzere, yatırımın kısmen veya tamamen tasfiyesinden elde edilen kazanç;

d)yukarıdaki 4. Maddede öngörülen tazminat;

e)bir yatırım uyuşmazlığından kaynaklanan ödemeler;

f) onaylanmış bir yatırımın sonucu olarak diğer Akit Taraf ülkesinde çalışmasına izin verilmiş her bir Akit Taraf vatandaşlarının kazancı,

2-Transferler, transfer tarihinde geçerli olan piyasa döviz kuru üzerinden serbestçe çevrilebilir bir para birimiyle yapılacaktır.

3-Ciddi ödemeler dengesi güçlükleri ve dış finansal zorluklar veya bunların tehditi durumunda, her bir Akit Taraf transferleri, geçici olarak, aşağıdaki şekilde olmak koşuluyla sınırlayabilir :

- a)diğer Akit Tarafa derhal bildirilecek;
- b)Uluslararası Para Fonu Anlaşması hükümleriyle uyumlu olacak;
- c)her durumda 6 ayı aşmayacak;
- d)adil, ayrımsız ve iyiniyet temelinde uygulanacaktır.

MADDE 6

Halefiyet

Bir Akit Tarafın sigortalayanı, bir Akit Taraf yatırımcısı tarafından diğer Akit Taraf ülkesinde yapılan yatırım için ticari olmayan risklere karşı verilen garantinin sonucu olarak bunlara ödeme yaparsa, bu durumda sigortalayan, bahsi geçen yatırımcının hakları ve eylemleri açısından tam halef olma hakkına sahiptir.

Bahsi geçen ödemeler, garantiden yararlanan yatırımcının, yatırımın sigorta sözleşmesi kapsamında yer almayan kısmı için ICSID'e başvuru hakkını etkilemez.

Bir Akit Taraf ile sigortalayan arasındaki uyuşmazlıklar, bu Anlaşmanın 8 inci maddesi hükümlerine uygun olarak çözümlenecektir.

MADDE 7

Daha Elverişli Düzenlemeler

Bu Anlaşma, yatırımlara veya ilgili faaliyetlere, benzer durumlarda bu Anlaşma ile benimsenenden daha elverişli muameleye tabi tutan:

- a) Her bir Akit Tarafın kanun ve tüzüklerine, idari uygulama veya yöntemlerine ya da idari veya yargısal kararlarına,
- b)Uluslararası yasal yükümlülüklere,
- c) Bir yatırım anlaşması veya yatırım izni kapsamındakiler de dahil olmak üzere, Akit Taraflardan biri tarafından üstlenilen yükümlülüklerle aykırılık teşkil etmeyecektir.

MADDE 8

Bir Akit Taraf ile Diğer Akit Tarafın Yatırımcıları Arasındaki Uyuşmazlıkların Çözümü

1-Bir Akit Taraf ile diğer Akit Tarafın yatırımcısı arasında yatırımcının Akit Taraf ülkesinde bu Anlaşma kapsamında gerçekleştirdiği yatırıma ilişkin her türlü uyuşmazlık, ilgili taraflar arasında dostane bir şekilde çözümlenecektir.

2- Anlaşmazlık taraflardan biri veya diğeri tarafından ileri sürülmesinden itibaren 6 aylık bir süre içinde çözümlenemezse, yatırımcının talebi üzerine, anlaşmazlığa taraf bulunan Akit Tarafın mahkemelerine veya Washington'da 18 Mart 1965 'te imzaya açılan Devletlerle Diğeri Devletlerin Vatandaşları Arasındaki Yatırım Anlaşmazlıklarının Çözüm Sözleşmesi ile oluşturulan Uluslararası Yatırım Anlaşmazlıkları Çözüm Merkezi (ICSID) tahkimine sunulabilir. Yatırımcı uyuşmazlığı, mahkeme ya da tahkime sunduğunda ya da sunmayı kabul ettiğinde, seçmiş olduğu prosedür nihai olacaktır.

MADDE 9

Akit Taraflar Arasındaki Uyuşmazlıkların Çözümü

1-Bu Anlaşmanın yorumu ya da uygulanmasına ilişkin anlaşmazlıklar, doğrudan ve anlamlı müzakereler yoluyla giderilecektir.

2-Eğer anlaşmazlık bir Akit Tarafça ileri sürülmesinden itibaren 6 aylık bir süre içinde çözümlenemezse, iki taraftan birinin talebiyle bir hakem mahkemesine sunulabilir.

3-Bahsi geçen Mahkeme, her bir özel olay için, aşağıdaki şekilde oluşturulacaktır:

Her Akit Taraf bir hakem seçecektir ve böylece seçilen iki hakem, karşılıklı anlaşma ile, üçüncü bir ülke vatandaşı olması gereken ve Akit Taraflarca Mahkemenin başkanı olarak atanacak üçüncü bir hakem seçecektir. Tüm hakemler, bir Akit Tarafın anlaşmazlığı tahkime götürme niyetini diğeri Akit Tarafa bildirmesinden itibaren 2 ay içinde seçilmelidir.

4-Yukarıdaki paragraf 3'te belirtilen sürelerin yerine getirilmemesi halinde her iki Akit Taraf, herhangi bir diğeri Anlaşmanın yokluğunda, Birleşmiş Milletler Teşkilatı Genel Sekreterini gerekli atamaları yapması için davet edecektir. Genel Sekreterin taraflardan birinin vatandaşı olması halinde ya da bahsi geçen görevi yerine getirmesinin başka şekilde engellenmesi durumunda, kıdem olarak Genel Sekreter'den sonra gelen Sekreter Yardımcısı gerekli atamaları yapacaktır.

5-Mahkeme oy çokluğu ile karar verecektir. Kararlar nihai ve Akit Tarafları yasal olarak bağlayıcı olacaktır.

Mahkeme kendi usul kurallarını oluşturacaktır. Akit Tarafların talebi halinde yargılamayı yorumlayacaktır. Özel durum ve koşullar nedeniyle, Mahkeme tarafından aksi kararlaştırılmadığı takdirde, hakem ücretlerini de içeren yargılama masrafları, her iki Akit Taraf arasında eşit olarak paylaşılacaktır.

6-Uyuşmazlık çözüm yöntemi her iki Akit Tarafın ülkesel statüsüne ilişkin sorunlara uygulanmayacaktır.

7-Uyuşmazlık, aynı uyuşmazlığın madde 8 kapsamında daha önceden bir başka uluslararası tahkim merkezine sunulması halinde, bu madde hükümlerine göre uluslararası tahkim merkezine sunulmayacaktır. Bu durum, her iki Akit Taraf arasındaki doğrudan ve anlamlı müzakereleri engellemeyecektir.

MADDE 10

Yürürlüğe Giriş

Her bir Akit Taraf diđer Tarafa, son bildirim alınması tarihinden itibaren 1 ay sonra yürürlüđe girecek Anlařmanın, yürürlüđe girmesine iliřkin anayasal prosedürlerinin tamamlandıđını bildirecektir.

İřbu Anlařma, bařlangıç olarak 10 yıllık bir süre için geçerli olacaktır. Bu srenin bitiminden sonra Anlařma, taraflardan biri, diplomatik kanallar yoluyla 1 yıllık yazılı fesih bildiriminde bulunmadıđı sürece yürürlükte kalacaktır.

İřbu Anlařmanın geçerlilik sresinin sona erdirilmesi durumunda, Anlařmanın yürürlükte olduđu sırada yapılan yatırımlar, Anlařma hükümlerinin korumasından ek bir 15 yıllık süre boyunca faydalanmaya devam edecektir.

İř bu Anlařma *Ankara*'da, *15 Haziran* tarihinde iki suret halinde Fransızca ve Türkçe dillerinde, her iki metin de eřit asıllar olarak imzalanmıřtır.


Fransa Cumhuriyeti
Hükümeti Adına


Türkiye Cumhuriyeti
Hükümeti Adına

PROTOKOL

Yatırımların Karşılıklı Teşviki ve Korunmasına ilişkin bu Anlaşmanın, Fransa Cumhuriyeti Hükümeti ile Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti arasında imzalanması esnasında, Akit Taraflar, işbu Anlaşmanın ayrılmaz bir parçasını oluşturan aşağıdaki hususlarla ilgili olarak da mutabakata varmışlardır:

5. Madde ile ilgili olarak:

Bu Madde'nin bentlerinde yer alan düzenlemeler, bir Akit Tarafın, bir serbest ticaret alanına, bir gümrük birliğine, bir ortak pazara, bir ekonomik veya parasal birliğe veya herhangi başka bir bölgesel işbirliği veya entegrasyon teşekkülüne katılımı ya da ortaklığından kaynaklanan hak ve yükümlülükleri ile uluslararası yükümlülüklerinin iyi niyetle icrasına engel oluşturmaz.

8. Madde ile ilgili olarak:

"Devletlerle, diğer Devletlerin Vatandaşları arasındaki Yatırım İhtilaflarının Çözümüne İlişkin Sözleşme" nin 25. Maddesi'nin 4. bendine uygun olarak, Türkiye Cumhuriyeti'nin 3 Mart 1989 tarihinde, Yatırım Uyuşmazlıklarının Çözümü için Uluslararası Merkez (ICSID)'e sunmuş olduğu bildirimine uygun olarak,

- Türkiye Cumhuriyeti'nin yabancı sermaye konusundaki ilgili mevzuatına uygun olarak, eğer varsa, gerekli izni almış olan ve etkin olarak başlamış doğrudan yatırım faaliyetlerinden kaynaklanan ihtilaflar, Merkezin (ICSID) yetkisine tabi olacaktır.
- Gayrimenkul mallar üzerindeki mülkiyet hakları ve aynı haklara ilişkin ihtilaflar, tamamen Türk mahkemelerinin yetkisi altındadır ve bu sebeple bu uyuşmazlıklar Merkeze (ICSID) veya diğer herhangi bir uluslararası uyuşmazlıkların çözümü mekanizmasına sunulmayacaktır.

Bu Protokolü Tarafların tam yetkili temsilcileri, huzurlarında imzalamışlardır.

İşbu Protokol Ankara...da, 15 Haziran tarihinde, iki suret halinde Türkçe ve Fransızca ve dillerinde, her iki metin de eşit asıllar olarak imzalanmıştır.

Fransa Cumhuriyeti
Hükümeti Adına



Türkiye Cumhuriyeti
Hükümeti Adına

